



# Paiement Mobile : Un Antidote à la Petite Corruption ?

*Laura Barasa*

Août 2021 / No.763

## Résumé

À l'aide d'un panel à deux périodes comprenant des données au niveau des entreprises issues des enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale de 2007 et 2013, cet article étudie l'impact de l'utilisation de l'argent mobile sur les paiements de pots-de-vin au Kenya. Les résultats basés sur un estimateur des doubles différences appariées démontrent que l'adoption de l'argent mobile pour les transactions financières entraîne une réduction de 3,1 points de pourcentage des paiements de pots-de-vin. Cela peut s'expliquer par le fait que les transactions par argent mobile laissent derrière elles une trace

détaillée d'enregistrements et de comptes numériques, ce qui peut freiner les actes de corruption. Nos résultats suggèrent que les paiements officiels par argent mobile peuvent être une intervention pratique et efficace contre la corruption.

## Introduction

La petite corruption au niveau de l'entreprise englobe la corruption qui a lieu à petite échelle dans le secteur privé et le secteur public. La petite corruption dans le secteur privé peut inclure les pots-de-vin, la fraude d'entreprise, les commissions occultes, les délits d'initiés et la collusion. Dans le secteur public, la petite corruption consiste en des paiements informels, notamment des pots-de-vin et des cadeaux versés à des fonctionnaires. La plupart des pots-de-vin sont versés pour faciliter la non-conformité aux règles et réglementations gouvernementales. Les pots-de-vin sont également versés pour faciliter l'exécution rapide des services gouvernementaux en ce qui concerne les licences, les taxes, les douanes, les règlements et l'obtention de contrats gouvernementaux. La corruption est généralement considérée comme une pratique contraire à l'éthique. Pourtant, il s'agit d'une forme prédominante de petite corruption qui est pratiquée dans de nombreuses régions du monde, et plus particulièrement en Afrique subsaharienne.<sup>1</sup>

L'enquête 2006/07 de la Banque mondiale sur les entreprises (WBES) a révélé que les entreprises d'Afrique subsaharienne ont déclaré avoir versé des pots-de-vin allant de 2,5 à 4,5 % des ventes. La petite corruption coûte à l'entreprise manufacturière moyenne environ 30 à 80 % du coût du carburant et de l'électricité, et environ 10 à 20 % du coût de la main-d'œuvre. Ces montants ne sont pas négligeables, car ils sont susceptibles d'être biaisés à la baisse en raison de la nature auto-déclarée des mesures de l'enquête (Clarke, 2011). Par conséquent, le fardeau de la petite corruption sur les entreprises est relativement élevé (Azfar & Murrell, 2009).

Les preuves théoriques et empiriques concernant les effets de la petite corruption restent peu concluantes. Un argument cite les pots-de-vin comme un obstacle majeur à la croissance des entreprises en Afrique (Faruq et al., 2013; Kimuyu, 2007; McArthur & Teal, 2002). Un autre argument opposé considère les paiements de pots-de-vin comme une option viable pour réduire les inefficacités bureaucratiques associées à l'acquisition de services gouvernementaux dans les pays en développement en Afrique. En accord avec cet argument, Williams et al. (2016) montrent que la petite corruption améliore significativement, plutôt qu'elle ne nuit, la performance des entreprises dans les pays en développement.

---

1 Ce document s'intéresse à la petite corruption, par opposition à d'autres formes de corruption (c'est-à-dire la grande corruption impliquant l'abus de pouvoir à haut niveau) qui sont également problématiques.

Néanmoins, il a été constaté que la petite corruption nuit à la croissance et au développement nationaux (Mauro, 1995; Mogens & Bjørnskov, 2014). En conséquence, les interventions anti-corruption se sont traditionnellement concentrées sur des initiatives visant à renforcer la transparence et la responsabilité des gouvernements. Dans ce contexte, les interventions de lutte contre la corruption susceptible d'être mises en œuvre par les entreprises sont restées rares, la plus courante étant peut-être le signalement des plaintes à un médiateur officiel de la lutte contre la corruption.

L'argument central de ce document réside dans le fait que la petite corruption est plus répandue dans les économies basées sur l'argent liquide. Les fonctionnaires et les dirigeants d'entreprise sont plus susceptibles de se livrer à des actes de corruption lorsque les transactions impliquent l'échange d'espèces. Les paiements en espèces peuvent facilement être dissimulés et rester non documentés et anonymes, que ce soit intentionnellement ou non. Par conséquent, la surveillance, la détection et la prévention de la petite corruption sur la base d'enregistrements transactionnels précis posent un défi. Toutefois, ce défi ne devrait pas se poser lorsque les entreprises utilisent des systèmes de paiement mobile [paiement en argent mobile]. Ainsi, les innovations financières numériques telles que les systèmes de paiement mobile offrent une intervention pratique et efficace contre la corruption.

L'argent mobile est une innovation financière numérique qui permet d'effectuer des transactions de paiement électronique à l'aide de téléphones mobiles. Les transactions d'argent mobile sont généralement accompagnées d'une piste d'enregistrement de transactions numérisées comprenant des détails complets sur les titulaires de comptes. Cela accroît la transparence, la responsabilité et la traçabilité. En outre, les paiements mobiles sont susceptibles de réduire la fréquence des réunions, voire d'éliminer les contacts physiques entre les fonctionnaires et les gestionnaires. Cela peut diminuer la corruption accidentelle impliquant des individus opportunistes.

Les paiements mobiles sont donc susceptibles d'éliminer les conditions dans lesquelles la petite corruption prospère, y compris, mais sans s'y limiter, l'anonymat, la transparence et la responsabilité limitées, et la fréquence des rencontres avec les représentants du gouvernement. Bien que des rapports anecdotiques suggèrent que l'utilisation de l'argent mobile décourage la petite corruption, il n'existe pratiquement aucune étude empirique examinant cette question pertinente dans le contexte des entreprises en Afrique subsaharienne (Blumenstock et al., 2015; Krolikowski, 2014). Cet article vise à combler ce manque de connaissances en utilisant des méthodes non-expérimentales pour examiner l'impact causal de l'utilisation de l'argent mobile sur la petite corruption dans les entreprises. Plus précisément, l'objectif principal de cette étude est d'examiner l'impact de l'utilisation de l'argent mobile sur les paiements de pots-de-vin dans les entreprises de fabrication, de services et de vente au détail au Kenya.

Les services d'argent mobile - utilisés pour les transactions de personne à personne - ont été lancés pour la première fois au Kenya en Afrique de l'Est. L'argent mobile a connu un grand succès au Kenya par rapport à d'autres pays d'Afrique subsaharienne (Aker & Mbiti, 2010; Donovan, 2012; Etim, 2014; Johnson, 2016; Mas & Morawczynski, 2009; Maurer, 2012). En outre, le Kenya présente l'un des taux les plus élevés de pénétration des paiements en argent mobile pour les services entre le gouvernement et les entreprises (par exemple, les licences, l'administration fiscale, les douanes, etc.). Ceci est attribué à l'écosystème relativement avancé de l'argent mobile (Heyer & Mas, 2011).

Cette étude analyse l'impact de l'utilisation de l'argent mobile sur les paiements de pots-de-vin en utilisant les données de panel à deux périodes récemment disponibles du système WBES sur les entreprises représentatives au niveau national du secteur privé au Kenya. La première vague de données provient du WBES de 2007. La deuxième vague de données provient du WBES de 2013. Cette étude utilise le lancement des services d'argent mobile en 2007 comme moyen d'identifier l'impact de l'utilisation de l'argent mobile sur les paiements<sup>2</sup> de pots-de-vin. La première vague - le niveau de référence - représente les données recueillies avant l'introduction de l'argent mobile. La deuxième vague constitue les données collectées après l'introduction de l'argent mobile.

Cette étude a estimé l'impact de l'utilisation de l'argent mobile sur les paiements de pots-de-vin au moyen de quatre estimateurs : moindres carrés ordinaires (MCO), différences de différences (DID), pondération de probabilité inverse (IPW) et différence dans les différences appariées (MDID). Ceci a été fait pour montrer comment l'impact estimé change lorsque le biais de sélection est abordé. Ainsi, les estimations ont été réalisées en utilisant l'estimateur MCO simple à l'estimateur MDID plus complexe qui a l'avantage d'augmenter la robustesse des contrefactuels estimés. Sur la base des résultats de l'estimateur MDID, cette étude a montré que les entreprises qui ont adopté l'argent mobile ont connu une réduction de 3,1 points de pourcentage des paiements de pots-de-vin. Ce résultat économiquement significatif suggère que l'utilisation de l'argent mobile diminue la petite corruption.

Cette étude apporte plusieurs contributions. Premièrement, elle fournit de nouvelles perspectives à l'ensemble de la littérature existante sur la lutte contre la corruption en se concentrant sur l'adoption de l'argent mobile en tant qu'intervention anti-corruption au niveau de l'entreprise. Ceci est important, car la littérature économique se concentre généralement sur les effets négatifs de la corruption sur la croissance des entreprises, ainsi que sur la croissance économique et le développement.

---

2 Le groupe Vodafone a lancé le service d'argent mobile M-PESA de Safaricom Ltd. au Kenya en mars 2007. Les services d'argent mobile ZAP de Zain Ltd. (Aujourd'hui Airtel Money by Airtel Ltd.), qui est le principal concurrent de M-PESA au Kenya, a été lancé en février 2009.

Deuxièmement, les interventions de lutte contre la corruption visent généralement à renforcer les institutions au niveau macroéconomique plutôt qu'au niveau microéconomique. Cette étude s'écarte des études précédentes en examinant l'impact de l'utilisation de l'argent mobile comme intervention contre la petite corruption au niveau de l'entreprise. Troisièmement, cette étude démontre comment diverses méthodes peuvent s'attaquer au biais de sélection en passant du simple MCO à l'estimateur plus complexe MDID.

Les résultats de cette étude montrent que l'utilisation de l'argent mobile peut atténuer efficacement la petite corruption au niveau de l'entreprise. Par conséquent, les décideurs politiques devraient mettre l'accent sur l'application de la numérisation des paiements en se concentrant sur l'argent mobile, qui est très répandu au Kenya et en Afrique subsaharienne.

## **Aperçu des interventions en matière de petite-corruption**

Les interventions en matière de petite corruption peuvent être classées en trois catégories : les interventions descendantes, les interventions de responsabilisation sociale et les interventions comportementales (Stahl et al., 2017). Les interventions descendantes améliorent le mécanisme par lequel la direction tient les fonctionnaires responsables. Ces types d'interventions visent à lutter contre la corruption fortuite en réduisant l'espace d'opportunité dans lequel prospère la petite corruption. Elles s'attaquent également aux incitations des fonctionnaires en modifiant les stipulations contractuelles et en renforçant les contrôles internes sur le lieu de travail.

Les interventions en matière de responsabilité sociale, quant à elles, concernent l'engagement direct des citoyens. Il s'agit de campagnes de sensibilisation et d'activités de renforcement des capacités relatives aux droits des citoyens. Ces activités renforcent les efforts des citoyens pour dénoncer la corruption et demander des comptes aux fonctionnaires et à l'État.

Le problème principal-agent découlant des intérêts divergents et de l'asymétrie de l'information sous-tend à la fois les interventions descendantes et les interventions de responsabilité sociale. Ces deux interventions sont non comportementales puisqu'elles supposent que les individus sont des décideurs rationnels. La maximisation des intérêts personnels entraîne des réponses rationnelles aux changements des structures d'incitation.

En revanche, les interventions comportementales sont généralement déterminées par des facteurs non-rationnels et quasi-rationnels. Il s'agit notamment des raccourcis mentaux, des normes environnementales, sociales et culturelles sur

lesquelles les individus s'appuient pour prendre des décisions. Les interventions comportementales, y compris l'éducation et les campagnes médiatiques, visent donc à modifier l'environnement au sens large. Elles agissent en influençant les modes mentaux, les normes sociales et culturelles, ainsi que la manière dont les informations sont communiquées pour susciter la réponse des décideurs aux indications de corruption (Stahl et al., 2017).

La prise de conscience des effets délétères de la corruption a conduit à la formulation et à la mise en œuvre d'interventions anti-corruption en Afrique. Celles-ci ont généralement impliqué la création d'agences de lutte contre la corruption en mettant l'accent sur la promotion de la transparence et de la responsabilité. Réduisant davantage la portée, la législation anti-corruption au Kenya a commencé par la loi sur la prévention de la corruption de 1956, qui a été modifiée en 1997 pour ouvrir la voie à la création de l'Autorité anti-corruption du Kenya. En 2003, l'autorité de lutte contre la corruption a été remplacée par la Commission kényane de lutte contre la corruption, qui a ensuite été remplacée par la Commission d'éthique et de lutte contre la corruption (EACC) en 2011. L'EACC est chargée d'éduquer le public et de le sensibiliser aux questions d'éthique, d'appliquer la loi et d'établir des mesures préventives pour tout acte de corruption, pots-de-vin et crimes économiques.

Nonobstant, les réformes et interventions conventionnelles de lutte contre la corruption ont eu un succès limité en Afrique subsaharienne et plus encore au Kenya (Camargo & Faustine, 2016; Persson et al., 2013). Divers auteurs suggèrent que les réformes et interventions anti-corruption ne tiennent souvent pas compte du contexte opérationnel local pour lequel elles sont prescrites (Hope Sr, 2014; Persson et al., 2013).

En outre, il a été avancé que les stratégies d'intervention anti-corruption sont généralement infructueuses parce que la corruption est un problème d'action collective. Par exemple, la petite corruption impliquant le versement de pots-de-vin "pour que les choses se fassent" constitue un choix judicieux pour la plupart des individus, car il s'agit simplement d'un moyen d'atteindre une fin. Ces personnes s'attendent également à ce que tout le monde se livre à la corruption (Mungiu-Pippidi, 2013; Persson et al., 2013).

En résumé, les interventions contre la petite corruption offrent des stratégies qui favorisent la transparence et la responsabilité. Cependant, leur succès limité, dans le contexte des pays en développement, implique que l'exploration de mécanismes alternatifs qui améliorent la surveillance, la détection et la probabilité de sanction peut dissuader efficacement la petite corruption.

# L'argent mobile comme mécanisme anti-corruption

La littérature existante démontre que les individus s'adonnant à la corruption sous-estiment systématiquement la probabilité de se faire prendre. Ce phénomène est particulièrement renforcé dans un environnement caractérisé par la culture de l'impunité de la corruption (Basu et al., 2016; Navot & Cohen, 2015).

Ce phénomène suggère que l'information transactionnelle joue un rôle essentiel dans la dissuasion de la corruption. Par conséquent, les informations transactionnelles qui augmentent la probabilité de détection et de sanction sont essentielles pour le succès des interventions anti-corruption. De plus, des informations crédibles relatives à l'amélioration des mécanismes de surveillance et de détection sont associées à ce succès. De telles informations se sont avérées cruciales pour modifier les perceptions des individus, même lorsque les mécanismes de surveillance n'ont montré aucune amélioration (Navot & Cohen, 2015; Stahl et al., 2017). Essentiellement, des informations transactionnelles crédibles augmentent la transparence et la responsabilité, ce qui est susceptible de dissuader la petite corruption opportuniste.

Des preuves théoriques et empiriques révèlent que les systèmes de paiement mobile empêchent les pratiques corrompues. Un projet pilote portant sur l'adoption de l'argent mobile pour le paiement des salaires des policiers en Afghanistan démontre que l'argent mobile permet de mettre au jour les pratiques de corruption. Le passage du paiement des salaires en espèces au paiement mobile a permis aux policiers de recevoir le salaire auquel ils ont droit. Le système de paiement en espèces était entaché de pratiques de corruption qui voyaient des policiers de haut rang prélever des sommes sur les salaires des policiers subalternes à leur insu (Blumenstock et al., 2015). Les auteurs postulent qu'à court terme, les systèmes de paiement mobile accumulent des avantages nettement plus importants pour ceux qui effectuent les paiements par rapport à ceux qui les reçoivent.

De même, Krolkowski (2014) a utilisé des techniques qualitatives pour examiner si les systèmes de paiement mobile freinent la petite corruption dans les systèmes d'eau urbains en Tanzanie. Il s'est avéré que les paiements mobiles atténuaient la petite corruption en augmentant la transparence et la responsabilité et en éliminant l'espace d'opportunité de la corruption. L'auteur a conclu que les systèmes de paiement mobile réduisent les asymétries d'information.

Théoriquement, l'utilisation de l'argent mobile devrait avoir un impact négatif sur les paiements de pots-de-vin. Néanmoins, les preuves empiriques correspondantes sont rares, car il s'agit d'un domaine de recherche relativement nouveau. La littérature

existante se concentre généralement sur l'argent mobile et l'inclusion financière (Aker & Mbiti, 2010; Donovan, 2012; Etim, 2014; Johnson, 2016; Mas & Morawczynski, 2009; Maurer, 2012). Essentiellement, les entreprises peuvent adopter des systèmes de paiement mobile parce qu'ils réduisent les coûts de transaction et les risques associés à la conduite des affaires (Clarke, 2011; Islam et al., 2018).

Les caractéristiques distinctives des systèmes de paiement mobile qui augmentent la transparence, la responsabilité et la traçabilité comprennent des enregistrements numériques en temps réel et des documents d'identification rigoureuse qui sont requis pour l'authentification lors des transactions en argent mobile.

En outre, la maturité de l'écosystème de l'argent mobile détermine le succès des systèmes de paiement mobile. Les services financiers d'argent mobile ont évolué au fil du temps au Kenya. Alors qu'à l'origine, les applications d'argent mobile ne concernaient que les transactions de personne à personne, l'argent mobile est désormais utilisé pour les transactions de personne à entreprise. Les particuliers peuvent utiliser l'argent mobile pour payer des factures de services publics et effectuer des transactions bancaires mobiles. De même, les entreprises utilisent les services d'argent mobile pour payer les factures de services publics, les salaires et les fournisseurs, et pour recevoir de l'argent de leurs clients (Heyer & Mas, 2011). Les entreprises qui adoptent l'argent mobile au Kenya le font pour satisfaire les demandes des clients et pour réduire les coûts et les risques des transactions. À l'inverse, les non-adoptants citent les paiements importants qui dépassent la limite quotidienne de l'argent mobile, et la non-adoption par les clients et les fournisseurs comme principales raisons de ne pas utiliser l'argent mobile (Islam et al., 2018).

L'application des paiements mobiles par les entreprises au Kenya est relativement avancée (Heyer & Mas, 2011). Le Kenya fait partie des premiers pays au monde à adopter les services d'argent mobile. Ainsi, les entreprises qui adoptent les services de paiement mobile bénéficient des caractéristiques de transparence et de traçabilité qui permettent de freiner la petite corruption.

## **Théorie du changement**

L'analyse qui précède permet de développer une théorie du changement décrivant l'impact de l'utilisation de l'argent mobile sur la petite corruption. Elle fournit une base pour déterminer le résultat escompté, à savoir une diminution des paiements de pots-de-vin. La théorie du changement tente de clarifier la logique causale qui sous-tend le raisonnement de cette étude. À l'aide d'une chaîne de résultats présentée



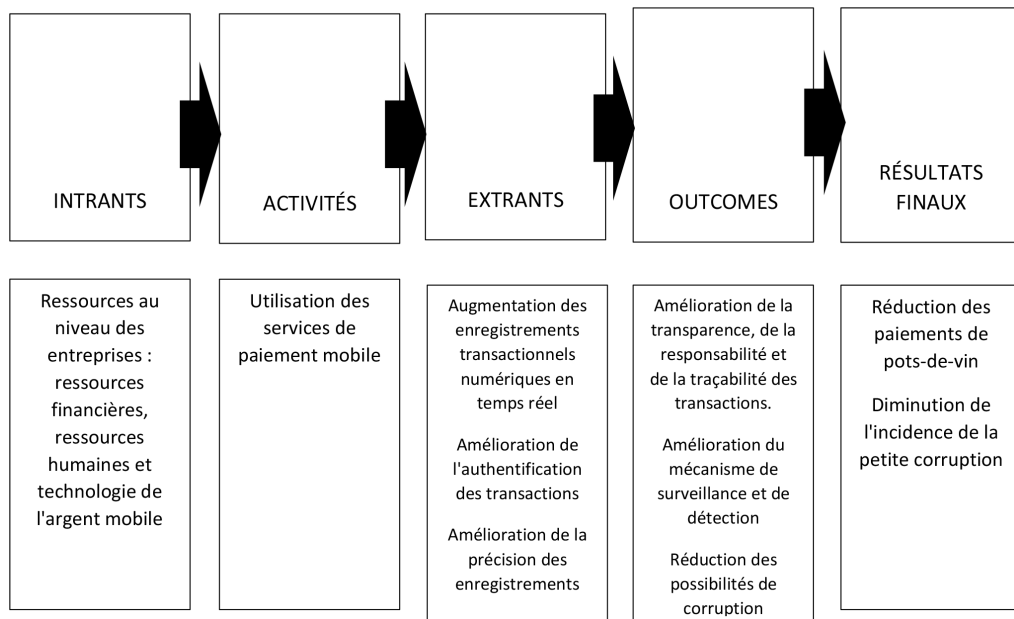
dans la Figure 1, cette étude établit une théorie du changement décrivant la séquence de mise en œuvre impliquant l'utilisation de systèmes de paiement mobile et les résultats liés à la réduction de l'incidence de la petite corruption.

La figure 1 montre que les entreprises peuvent utiliser des ressources financières et humaines et la technologie de l'argent mobile comme intrants pour mettre en œuvre l'utilisation de l'argent mobile en tant qu'activité. Les résultats escomptés de l'utilisation de l'argent mobile comprennent une augmentation de la précision des enregistrements numériques des transactions en temps réel et des transactions authentifiées. Par conséquent, l'amélioration de la transparence, de la responsabilité et de la traçabilité des transactions, ainsi que la réduction de l'espace d'opportunité de la corruption sont des résultats immédiats du résultat attendu. De même, un renforcement de la surveillance et de la détection est susceptible de se produire à ce stade. Cela augmente la probabilité de sanction. Une réduction des paiements de pots-de-vin constitue le résultat de l'utilisation de l'argent mobile comme intervention contre la petite corruption. L'hypothèse principale qui sous-tend la théorie du changement est que les entreprises pouvaient utiliser principalement des paiements en espèces pour les paiements informels avant l'introduction des services d'argent mobile.

Dans le même ordre d'idées, le raisonnement qui sous-tend la chaîne de résultats est que la petite corruption est prévalente dans les économies basées sur l'argent liquide. Les pots-de-vin sont susceptibles de se produire lorsque les transactions entre les entreprises et les fonctionnaires impliquent l'échange d'espèces. Ces transactions peuvent être dissimulées, anonymes ou non documentées. Par conséquent, un mécanisme d'intervention qui génère et stocke des enregistrements numériques précis en temps réel offre une solution lorsque l'absence d'enregistrements pose problème. L'utilisation de l'argent mobile offre également une solution potentielle à ce défi en fournissant des informations d'authentification des transactions. Cela améliore la surveillance, la détection et la probabilité de sanction. L'utilisation de l'argent mobile est donc susceptible de réduire les paiements de pots-de-vin (Blumenstock et al., 2015; Krolikowski, 2014) et de dissuader la petite corruption en augmentant la probabilité de se faire attraper (Basu et al., 2016; Navot & Cohen, 2015). Au vu de la chaîne de résultats, l'hypothèse principale que cette étude cherche à étudier est la suivante :

H1 : L'utilisation de l'argent mobile a un impact négatif sur les paiements de pots-de-vin.

**Figure 1: Chaîne de résultats pour les services de paiement mobile**



Source : Adapté de Impact Evaluation in Practice, 2<sup>e</sup> édition, p. 35, par P.J. Gertler, S. Martinez, P. Premand, B.L. Rawlings et C.M. J. Vermeersch, 2016, Washington, D.C. : Banque interaméricaine de développement et Banque mondiale. Copyright 2016, par la Banque mondiale. Adapté avec permission.

## Source des données

L'analyse de cette étude est basée sur les données du panel à deux périodes du WBES pour le Kenya. La première vague de données est issue du WBES de 2007. Elle représente la période de prétraitement. La deuxième vague de données provient du WBES de 2013. La seconde vague représente la période post-traitement. Les entreprises interrogées constituent un échantillon national représentatif du secteur privé du pays. Le WBES applique la technique d'échantillonnage aléatoire stratifié. Les entreprises sont stratifiées par secteur, taille d'entreprise et emplacement géographique. Les instruments d'enquête recueillent des données sur les caractéristiques des entreprises, l'utilisation de l'argent mobile, les relations entre les entreprises et le gouvernement, les mesures de performance et l'environnement des affaires. Les principaux répondants à l'enquête sont des propriétaires d'entreprises et des cadres supérieurs (<https://www.entreprisesurveys.org>).

L'échantillon utilisé pour l'analyse comprend un panel de 104 entreprises interrogées au cours des deux périodes. Les données ont donc été établies comme un panel à deux périodes. La première vague de données couvrant la période 2005-2006 a été collectée avant le lancement des services d'argent mobile au Kenya. La deuxième

vague de données a été collectée après le lancement et couvre la période 2010-2012.<sup>3</sup> Cette étude a utilisé le lancement des services d'argent mobile en 2007 comme moyen d'identifier l'impact de l'utilisation de l'argent mobile sur la petite corruption au Kenya.<sup>4</sup>

## Conclusions et implications politiques

L'objectif principal de cette étude était d'examiner l'impact de l'utilisation de l'argent mobile sur la petite corruption dans les entreprises au Kenya. Le lancement des services d'argent mobile dans le pays en 2007 a été utilisé comme un moyen d'identifier l'impact de l'utilisation de l'argent mobile sur les paiements de pots-de-vin en utilisant des méthodes non-expérimentales. Les résultats de l'analyse des données au niveau des entreprises sur deux périodes ont démontré que l'utilisation de l'argent mobile pour les transactions financières a réduit les paiements de pots-de-vin.

L'utilisation de l'argent mobile est liée à une transparence, une responsabilité et une traçabilité accrues des transactions. En outre, les documents d'identification rigoureux éliminent l'anonymat. L'utilisation de l'argent mobile limite donc l'espace d'opportunité dans lequel la petite corruption se développe. Par ailleurs, la disponibilité des documents financiers numériques favorise le renforcement des mécanismes de contrôle et de détection, ce qui améliore la détection et la probabilité de sanctionner les personnes corrompues. Les entreprises peuvent tirer parti de la technologie de l'argent mobile pour contourner les actes de corruption. L'utilisation de l'argent mobile peut donc réduire efficacement la vulnérabilité d'une entreprise à la petite corruption.

---

3 Les données du WBES souffrent généralement d'observations manquantes. Cela compromet la représentativité de l'échantillon (Williams et al., 2016). Il y avait plusieurs observations manquantes sur les paiements de pots-de-vin. Environ 48 entreprises ont choisi de ne pas répondre à la question sur les paiements informels : 16 entreprises ont refusé catégoriquement de répondre aux questions sur les paiements informels ; 19 entreprises ont opté pour l'option " ne sait pas ", tandis que 13 entreprises avaient des données manquantes. Ces entreprises ont été exclues de l'échantillon.

4 Une enquête sur le récent WBES 2018 a révélé que seules 60 entreprises ont pu être appariées sur les trois vagues de données existantes : WBES 2007, WBES 2013 et WBES 2018. Après avoir écarté les observations comportant des informations manquantes sur les paiements de pots-de-vin, l'échantillon s'est encore réduit à 54 entreprises. En raison de cette petite taille d'échantillon, nous avons décidé d'utiliser uniquement le WBES 2007 (l'enquête de base, avant le traitement) et le WBES 2013 (l'enquête post-traitement) dans notre analyse. Ce panel a abouti en fait à un échantillon plus important de 104 entreprises.

Compte tenu de la nature répandue de la petite corruption en Afrique subsaharienne, une solution banale telle que l'adoption de l'argent mobile pour les transactions financières des entreprises est susceptible de constituer une intervention anti-corruption efficace dans le contexte africain. La prédominance de l'argent mobile en Afrique en fait une intervention anti-corruption pratique puisque l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication liée aux opérateurs de réseaux mobiles est déjà en place. En outre, l'utilisation de l'argent mobile en Afrique a généralement dépassé celle du reste du monde.

Les implications politiques découlant des résultats de cette étude concernent l'adoption d'innovations financières numériques pour renforcer les mécanismes de transparence et de responsabilité. L'argent mobile améliore la transparence des données de paiement. Cela limite les rentes économiques qui peuvent être obtenues en manipulant les processus de facturation et de paiement. L'argent mobile réduit également les formalités administratives, ce qui diminue les incitations découlant de la proximité physique des chefs d'entreprise et des fonctionnaires. Les décideurs politiques ont manifesté un immense intérêt pour la lutte contre la petite corruption à tous les niveaux ; par conséquent, l'adoption de l'utilisation de l'argent mobile comme intervention anti-corruption offre une solution pratique qui peut être intégrée dans les politiques publiques.

Une implication managériale importante découlant des résultats de cette étude concerne l'adoption d'innovations numériques financières pour les processus de paiement. Les chefs d'entreprise qui adoptent les systèmes de paiement mobile constateront probablement une réduction des paiements de pots-de-vin. Un autre avantage possible pourrait être une réduction du temps passé à traiter avec les fonctionnaires lors de la gestion des réglementations gouvernementales avec de nombreux processus de paiement. De même, l'utilisation de l'argent mobile peut réduire les coûts de transaction liés à la recherche de services gouvernementaux. En outre, l'utilisation de systèmes de paiement mobile peut être utile pour contrôler les transactions financières effectuées par les employés. La transparence et la responsabilité s'en trouvent améliorées grâce aux procédures d'authentification requises pour effectuer des transactions d'argent mobile.

Néanmoins, cette étude souffre de certaines limites. Tout d'abord, la petite taille de l'échantillon peut être de moins en moins représentative de l'ensemble de la population. Cependant, les interventions politiques ciblant les entreprises dans le cadre d'un plan expérimental randomisé sont très rares. En tant que tel, le lancement de l'argent mobile peut être considéré comme une expérience naturelle qui a fourni une occasion unique d'étudier l'impact de l'argent mobile en utilisant des techniques quasi-expérimentales.

Deuxièmement, bien que l'on ait tenté d'évaluer l'hypothèse de tendances parallèles, cette étude s'est appuyée sur des tests de falsification pour établir la validité du groupe témoin. L'absence de deux observations avant l'intervention a limité l'évaluation de l'hypothèse de tendances parallèles. Cependant, les caractéristiques de base avant le traitement ont été utilisées pour l'appariement et pour tenir compte des conditions initiales qui peuvent avoir affecté le statut du traitement et le résultat.

Troisièmement, cette étude a utilisé l'appariement par score de propension pour créer un groupe de comparaison valide. Il s'agit d'une technique non-paramétrique qui peut nuire à l'inférence statistique dans le cas d'un échantillon de petite taille. Ainsi, il est recommandé d'interpréter avec prudence les effets de traitement estimés (Autio & Rannikko, 2016). Néanmoins, cette étude a testé la sensibilité de l'effet de traitement estimé à l'utilisation de différents estimateurs : MCO, DID et IPW. Les résultats quantitatifs sont restés robustes à l'utilisation de ces estimateurs. Par conséquent, les conclusions qualitatives restent inchangées.

Malgré les limites de l'étude, l'évaluation rigoureuse de l'impact des interventions anti-corruption a fait défaut. Cette étude fournit des preuves solides qui soutiennent l'hypothèse selon laquelle l'utilisation de l'argent mobile a un impact négatif sur la petite corruption. Les résultats de cette étude contribuent au débat politique sur les mesures pratiques et efficaces de lutte contre la corruption en Afrique.

Parmi les questions non abordées dans ce document qui constituent des domaines intéressants de recherche future, citons l'établissement de la validité externe des résultats pour d'autres régions d'Afrique. En outre, l'examen des mécanismes par lesquels les systèmes de paiement mobile affectent les paiements de pots-de-vin pourrait permettre de découvrir les mécanismes sous-jacents par lesquels l'argent mobile a un impact sur la petite corruption. De même, l'étude de l'impact de l'adoption de l'argent mobile sur différentes formes de petite corruption, comme l'obtention de contrats publics, peut fournir des informations plus approfondies sur la lutte contre la petite corruption. Enfin, sous réserve de la disponibilité des données, l'utilisation de mesures précises de l'utilisation de l'argent mobile, qui capturent explicitement l'utilisation de l'argent mobile pour les transactions entre administrations et entreprises, est susceptible de produire des estimations supérieures de l'impact de l'argent mobile sur les paiements de pots-de-vin.

# Bibliographie

- Aker, J. C., & Mbiti, I. M. (2010). Mobile phones and economic development in Africa. *Journal of Economic Perspectives*, 24(3), 207–232.
- Azfar, O., & Murrell, P. (2009). Identifying reticent respondents: Assessing the quality of survey data on corruption and values. *Economic Development and Cultural Change*, 57(2), 387–411. <https://doi.org/10.1086/592840>
- Basu, K., Basu, K., & Cordella, T. (2016). Asymmetric punishment as an instrument of corruption control. *Journal of Public Economic Theory*, 18(6), 831–856. <https://doi.org/10.1111/jpet.12212>
- Birhanu, A. G., Gambardella, A., & Valentini, G. (2016). Bribery and investment: Firm-level evidence from Africa and Latin America. *Strategic Management Journal*, 37(9), 1865–1877. <https://doi.org/10.1002/smj.2431>
- Blumenstock, J. E., Callen, M., Ghani, T., & Koepke, L. (2015). Promises and pitfalls of mobile money in Afghanistan: Evidence from a randomized control trial. *Proceedings of the Seventh International Conference on Information and Communication Technologies and Development*, May, 15. <https://doi.org/10.1145/2737856.2738031>
- Camargo, C. B., & Faustine, R. (2016). Between condemnation and resignation: A study on attitudes towards corruption in the public health sector in Tanzania. In D. Torsello (Ed.), *Corruption in public administration: An ethnographic approach* (pp. 211–234). Edward Elgar Publishing.
- Chan, A. P. C., & Owusu, E. K. (2017). Corruption forms in the construction industry: Literature review. *Journal of Construction Engineering and Management*, 143(8), 04017057. [https://doi.org/10.1061/\(asce\)co.1943-7862.0001353](https://doi.org/10.1061/(asce)co.1943-7862.0001353)
- Clarke, G. R. G. (2011). How petty is petty corruption? Evidence from firm surveys in Africa. *World Development*, 39(7), 1122–1132. <https://doi.org/10.1016/J.WORLDDEV.2010.11.002>
- Donovan, K. (2012). Mobile money for financial inclusion. *Information and Communications for Development*, 61(1), 61–73.
- Etim, A. S. (2014). Mobile banking and mobile money adoption for financial inclusion. *Research in Business and Economics Journal*, 9, 1–13.
- Faruq, H., Webb, M., & Yi, D. (2013). Corruption, bureaucracy and firm productivity in Africa. *Review of Development Economics*, 17(1), 117–129.
- Gosavi, A. (2015). The next frontier of mobile money adoption. *The International Trade Journal*, 29(5), 427–448. <https://doi.org/10.1080/08853908.2015.1081113>
- Heyer, A., & Mas, I. (2011). Fertile grounds for mobile money: Towards a framework for analysing enabling environments. *Enterprise Development and Microfinance*, 22(1), 30–44. <https://doi.org/10.3362/1755-1986.2011.005>
- Hope Sr, K. R. (2014). Kenya's corruption problem: Causes and consequences. *Commonwealth & Comparative Politics*, 52(4), 493–512.
- Hughes, N., & Lonie, S. (2007). M-PESA: Mobile money for the “unbanked” turning cellphones into 24-hour tellers in Kenya. *Innovations: Technology, Governance, Globalization*, 2(1–2), 63–81. <https://doi.org/10.1162/itgg.2007.2.1-2.63>

- Islam, A., Muzi, S., & Meza, J. (2018). Does mobile money use increase firms' investment? Evidence from Enterprise Surveys in Kenya, Uganda, and Tanzania. *Small Business Economics*, 51(3), 687–708. <https://doi.org/10.1007/s11187-017-9951-x>
- Johnson, S. (2016). Competing visions of financial inclusion in Kenya: The rift revealed by mobile money transfer. *Canadian Journal of Development Studies/Revue Canadienne Études Du Développement*, 37(1), 83–100.
- Kimuyu, P. (2007). Corruption, firm growth and export propensity in Kenya. *International Journal of Social Economics*, 34(3), 197–217. <https://doi.org/10.1108/03068290710726748>
- Krolkowski, A. (2014). Can mobile-enabled payment methods reduce petty corruption in urban water provision? *Water Alternatives*, 7(1), 235–255.
- Mas, I., & Morawczynski, O. (2009). Designing mobile money services: Lessons from M-PESA. *Innovations: Technology, Governance, Globalization*, 4(2), 77–91. <https://doi.org/10.1162/itgg.2009.4.2.77>
- Maurer, B. (2012). Mobile money: Communication, consumption and change in the payments space. *Journal of Development Studies*, 48(5), 589–604.
- Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *Quarterly Journal of Economics*, 110(3), 681–712.
- McArthur, J., & Teal, F. (2002). *Corruption and firm performance in Africa*. University of Oxford.
- Mogens, K. J., & Bjørnskov, C. (2014). Exploiting the poor-bureaucratic corruption and poverty in Africa. *World Development*, 58, 1–51.
- Mungiu-Pippidi, A. (2013). Controlling corruption through collective action. *Journal of Democracy*, 24(1), 101–115.
- Navot, D., & Cohen, N. (2015). How policy entrepreneurs reduce corruption in Israel. *Governance*, 28(1), 61–76. <https://doi.org/10.1111/gove.12074>
- Pelizzo, R., Araral, E., Pak, A., & Xun, W. (2016). Determinants of bribery: Theory and evidence from Sub-Saharan Africa. *African Development Review*, 28(2), 229–240. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12192>
- Persson, A., Rothstein, B., & Teorell, J. (2013). Why anticorruption reforms fail-systemic corruption as a collective action problem. *Governance*, 26(3), 449–471. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0491.2012.01604.x>
- Stahl, C., Kassa, S., & Baez-Camargo, C. (2017). *Drivers of petty corruption and anti-corruption interventions in developing countries—A semi-systematic review*. [https://www.baselgovernance.org/sites/biog/files/annual\\_reports/annual\\_report\\_2007.pdf](https://www.baselgovernance.org/sites/biog/files/annual_reports/annual_report_2007.pdf)
- Williams, C. C., Martinez-Perez, A., & Kedir, A. (2016). Does bribery have a negative impact on firm performance? A firm-level analysis across 132 developing countries. *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research*, 22(3), 398–415.



## Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

[www.aercafrica.org/fr](http://www.aercafrica.org/fr)

### Pour en savoir plus :



[www.facebook.com/aercafrica](https://www.facebook.com/aercafrica)



[www.instagram.com/aercafrica\\_official/](https://www.instagram.com/aercafrica_official/)



[twitter.com/aercafrica](https://twitter.com/aercafrica)



[www.linkedin.com/school/aercafrica/](https://www.linkedin.com/school/aercafrica/)

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique  
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique  
Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

[communications@ercafrica.org](mailto:communications@ercafrica.org)